

la FCF annonce de nouvelles dates pour le mercato des joueurs



Note circulaire N°004

A l'attention de toutes les ligues de Football

Faisant suite, à une correspondance adressée au Président de la Fédération Centrafricaine de Football par le Président de la ligue de football de Bangui, concernant le **report de la date de MERCATO et l'accord pour les demandes des imprimés des clubs** auprès de la Fédération Centrafricaine de Football.

Pour ce faire, le Secrétariat Général de la Fédération Centrafricaine de Football informe toutes les ligues, et les clubs de football qu'une nouvelle date de la période de Mercato 2023 est définie de la manière suivante :

- Ouverture : Jeudi 21 septembre 2023
- Clôture : Vendredi 20 octobre 2023 à 17h00

NB : Le dépouillement se fera au fur et à mesure, suivant les dates d'enregistrement des dossiers.

Par ailleurs, les Secrétaires Généraux des ligues de Province se chargeront des dépouillements, puis ils enverront les procès-verbaux au Secrétariat Général de la Fédération Centrafricaine de Football.

Fait à Bangui le 21 septembre 2023

Le Secrétaire Général Adjoint

Sylvester Cyrille OULIBOZOUNNA
Le Secrétaire Général Adjoint
Fédération Centrafricaine de Football

Siège social : Avenue des Martyrs (Derrière la Faculté des Sciences de la Santé)
B.P. 344 BANGUI * République Centrafricaine
Tél. (236) 75 50 53 91/75 10 10 63 - E-mail : fedefoot60@yahoo.fr | fedefoot60@gmail.com

LANOCA

LES AUTRES NOUVELLES DE CENTRAFRIQUE

N° RCCM: CA/BG/2021A605 Tel: (+236) 75030894/ 72550168 Mail: journalanoca@gmail.com
Directeur de Publication: Arsène-Jonathan MOSSEAVO/ Compte bancaire: BPMC 37102775401-08
Suivez LANOCA sur: <http://lanoca.over-blog.com>

Grands investisseurs
Émiratis attendus
à Bangui



Les municipales

Les (nouvelles) dates clés du chronogramme des élections locales en RCA



Coopération internationale



La gouvernance des Nations Unies est trop souvent entravée, regrette l'Union européenne



La Chine affirme s'opposer à l'hégémonie et à l'unilatéralisme

Médias et Fake news

Des journalistes des radios communautaires de trois pays d'Afrique centrale mettent en commun leurs connaissances afin de contrer les Fake news



Opération « Kwa ti kodro »

les œuvres accomplies par le Ministre des Finances, Hervé Ndoba, à l'Université de Bangui



la FCF annonce de nouvelles dates pour le mercato des joueurs

FAST AND FURIOUS ENTREPRENEURS BUSINESS ACADEMY

LE GRAND Salon DES ENTREPRENEURS BANGUI

Thème NOUS LEVONS LES FOND & CRÉONS VOTRE BUSINESS

THIERRY YACINE RIHANNA SANDRINE NCHOTU PAMELA ACHILLE YOMBI

SAMEDI 7 OCTOBRE 13H00
Lieu FATEB
Accès sur reservation

SOMMAIRE

- Vers la reconstruction de la coopération entre la France et la RCApage 2
- Message du secrétaire général de l'ECA pour la rentrée scolaire 2023-2023.....page 3
- La MINUSCA réaffirme son soutien à l'organisation des élections municipales en RCApage 4,
- Annonce Ambassade de France ...Page 5
- Changement climatique : lancement du programme d'agroforesterie en appui au FONACAR...Page 6
- Les missions de l'UE au Sahel ont échoué à renforcer la démocratiepage 7
- CAN Côte – d'Ivoire 2024: *le portail est fermé !*page 8



Les (nouvelles) dates clés du chronogramme des élections locales en RCA

L'Autorité Nationale des Elections (A.N.E) relance les préparatifs des élections locales en République Centrafricaine. L'A.N.E ne rassure pas encore le peuple et les partenaires internationaux sur la tenue effective de ces scrutins à une date précise. L'ANE propose à nouveau un nouveau chronogramme devant conduire à la tenue des élections locales à partir d'octobre 2024, étant donné que le référendum constitutionnel est terminé.



L'ONU par la résolution 2659, la MINUSCA est prête à soutenir la RCA dans les domaines de sa compétence.

Les dates clés du chronogramme mise à jour par l'A.N.E

Du 01 septembre au 31 décembre 2023 : Mise en conformité du code électoral avec la nouvelle constitution.

Du 01 septembre au 31 décembre 2023 : Ajustement du budget des élections locales et relance de la mobilisation des ressources.

La phase du référendum constitutionnel est fermée avec la promulgation de la constitution du 30 Août 2023. Le gouvernement centrafricain, l'Autorité nationale des élections (A.N.E) et les partenaires ont relancé le processus des élections locales et municipales en Centrafrique afin de doter les collectivités territoriales d'organes élus. Le scrutin est prévu pour le 13 Octobre 2024 comme l'a annoncé le Président de la République, Faustin Archange TOUADERA dans sa déclaration du 31 Août 2023.

Le 7 septembre 2023, le Premier Ministre, Félix MOLOUA, a présidé dans la salle de conférence de la Primature une réunion du comité stratégique d'appui à l'organisation des élections municipales et locales. Tous les membres dudit comité étaient présents.

A cette occasion, le rapporteur général de l'A.N.E, Théophile MOMOKOAMA, a affirmé que : « L'ANE a déjà repris les activités pour préparer les élections municipales et locales et a même élaboré un chronogramme de travail ». L'une des premières activités de l'organe en charge d'organiser les élections sera de la mise en conformité du cadre juridique des élections avec les dispositions de la Constitution du 30 Août 2023.

La mobilisation des ressources traine

La mobilisation des ressources n'est qu'une suite logique dans l'organisation des élections. A ce niveau, le programme des nations unies pour le développement (PNUD), chargé de la gestion fiduciaire des ressources prévues pour ces élections « basket fund » a fait état du contenu des contributions. Sur les 10 millions de dollars prévus pour les élections, seulement 200 000 dollars ont été versés par l'Etat Centrafricain. Le représentant résident du PNUD, Jean-Luc STALON, a saisi l'opportunité pour faire un plaidoyer auprès de tous les partenaires techniques et financiers de la RCA présents dans la salle de mettre la main dans la poche. La MINUSCA tout comme les États-Unis et l'Union Européenne ont manifesté un engouement pour soutenir les élections locales qui sont pour eux " la démocratie à la base par excellence." Conformément au mandat reçu du conseil de sécurité de

Du 01 septembre au 31 décembre 2023 : Relance de l'opérationnalisation du plan intégré de sécurisation des élections.

Du 01 septembre au 31 décembre 2023 : Information et concertation entre l'ANE et les parties prenantes (Partis politiques, société civile et pouvoirs publics).

Du 01 septembre au 31 décembre 2023 : Concertation avec les partenaires internationaux sur les élections locales.

Du 26 février au 10 mars 2024 : Opération d'enregistrement Aire I.

Du 08 au 21 avril 2024 : Opération d'enregistrement Aire II.

16 juillet 2024 : décret portant convocation du corps électoral.

Du 19 au 28 juillet 2024 Enregistrement des candidatures.

Du 28 septembre au 11 octobre 2024 : campagne électorale.

13 octobre 2024 : jours des scrutins (Elections municipales et 1er tour des régionales)

22 octobre 2024 : Publication des résultats provisoires des municipales et du 1er tour des régionales. 11 décembre 2024 : Proclamation des résultats définitifs des élections municipales et du premier tour des régionales.

21 décembre 2024 : décret portant convocation du corps électoral des partielles des élections municipales, partielles des régionales et 2nd tour des régionales.

Du 18 au 24 janvier 2025 : campagne électorale. 26 janvier 2025 : jours des scrutins (Elections partielles des élections municipales, des régionales et 2nd tour des régionales).

03 février 2025 : Publication des résultats provisoires des partielles des élections municipales, partielles du 1er tour des régionales et 2nd tour des régionales.

25 mars 2025 : Proclamation des résultats définitifs des partielles des élections municipales, des régionales et 2nd tour des régionales

Rachid Mehdi Ahmed

La Chine affirme s'opposer à l'hégémonisme et à l'unilatéralisme

A la tribune des Nations Unies, le Vice-Président de la Chine, Han Zheng, a estimé jeudi devant les autres Etats membres que le monde était dans une situation guère reluisante.



Vice-Président chinois en déclarant que son pays est prêt à y concourir. Il a également assuré du soutien de son gouvernement au peuple palestinien, en faisant valoir la solution des deux États. La Chine, a-t-il dit, s'oppose à l'hégémonisme, à l'unilatéralisme et à la « mentalité héritée de la Guerre froide cultivée par un certain nombre d'États ».

La communauté internationale doit résister collectivement à ces agissements, a-t-il dit, en rappelant le soutien historique de la Chine à Cuba pour s'opposer aux ingérences extérieures et à l'embargo qui lui a été imposé.

Dans un discours lors du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies, il a attiré l'attention sur plusieurs domaines d'action prioritaires, à commencer par la nécessité de veiller à ce que les intérêts sécuritaires de tous les pays soient protégés de manière égale, sans qu'aucun ne soit lésé. Une sécurité complète axée sur la coopération, plutôt que sur la concurrence, et sur le dialogue plutôt que sur la confrontation, est indispensable, a-t-il défendu.

La Chine appuie tous les efforts déployés pour mettre fin pacifiquement à la crise ukrainienne, a dit le

Opposition à l'utilisation d'armes nucléaires

Le dirigeant a ensuite exprimé l'opposition de son gouvernement à l'utilisation d'armes nucléaires et à la guerre nucléaire, avant de souligner que la Chine est le seul membre permanent du Conseil de sécurité à s'être engagé à ne pas se servir de ce type d'armes.

Il s'est ensuite enorgueilli du succès de l'initiative Route de la soie, qui fête cette année son

dixième anniversaire. Il a également appelé à mettre en oeuvre maintenant l'Accord de Paris sur le climat, estimant que les pays développés doivent en faire davantage pour s'acquitter de leurs obligations et assurer un financement viable du monde en développement.

Pour M. Han, nous devons rester ouverts et inclusifs et faire progresser la civilisation humaine dans son ensemble, tout en respectant le contexte spécifique à chaque pays, et en s'abstenant d'instrumentaliser la notion des droits humains pour s'ingérer dans les affaires intérieures des autres.

Il faudra en outre faire en sorte que la gouvernance mondiale soit réformée, pour qu'elle reflète les équilibres existants, a préconisé le Vice-Président. La Chine ne se lancera jamais dans l'expansion et l'hégémonie, a-t-il assuré, en rappelant cependant que son pays est déterminé à défendre son intégrité territoriale et sa souveraineté nationale, en parachevant son unification.

Onu Info/22/09/2023

Le dollar américain : les raisons cachées de la guerre en Ukraine (suite et fin)

La quatrième grande guerre du dollar

Le troisième pilier-porteur sous-jacent de la guerre en Ukraine est l'affaiblissement significatif de la position de la Russie dans le cadre du futur conflit face à la Chine, qui sera la quatrième grande guerre du dollar.

Objectif : l'affaiblissement de la Russie qui est le partenaire stratégique de la Chine tant dans le domaine économique, dont les deux pays ont une véritable complémentarité, tant dans le domaine politico-diplomatique et militaire-technologique. Et, malgré le maintien par la Chine du statut quo vis-à-vis de la guerre en Ukraine, à la suite de menaces directes de graves sanctions émanant de l'occident collectif dirigé par les USA, ce dernier fait un constat amer : l'alliance sino-russe n'a nullement été ébranlée.

De même que pour la guerre en Ukraine et les guerres précédemment mentionnées, il est important de faire le constat des faits qui indiquent que, d'une part, la guerre des Etats-Unis face à la Chine est inévitable et que, d'autre part, les véritables raisons de la future guerre sont, une fois de plus, et en grande partie dans la volonté de la RPC à se soustraire du système des pétrodollars, ce qui est un véritable casus belli « classique » du point de vue du pouvoir

américain. Plusieurs faits majeurs mettent les américains dans la nécessité d'agir d'une manière ferme, dont je peux en citer les principaux :

En 2012, la Chine commence à acheter le pétrole brut à l'Iran, en payant en yuan. A l'Iran qui déjà, depuis 2016, fait libeller ses contrats pétroliers en euro, en rejetant le dollar américain.

En 2015, la Chine lance les futures - contrats à terme sur le pétrole auprès de Shanghai Futures Exchange, qui ont pour objectif principal la réalisation des transactions via des swaps en yuan entre la Russie et la Chine et entre l'Iran et la Chine - ce qui est un nouvel élément stratégique de la géopolitique chinoise.

En 2017, la Chine avec ses importations de 8,4 millions de barils du pétrole brut par jour, devient le premier importateur mondial de pétrole brut et, parallèlement, signe un accord avec la Banque centrale de Russie, visant à acheter le pétrole russe avec la monnaie chinoise.

En 2022, comme on l'a vu précédemment, la RPC entre en accord avec l'Arabie Saoudite pour les achats du pétrole en yuan.

Et ces processus, rappelons-nous, se déroulent parallèlement à la séparation lente, mais progressive des bons du

Trésor américain, dont la masse détenue par la Chine a été diminuée de 1/4 dans les 7 dernières années.

L'analyse des initiatives entreprises par l'Empire du Milieu dans leur politique économique étrangère de la dernière décennie démontre nettement le danger en croissance exponentielle vis-à-vis de la viabilité du modèle contemporain de l'économie américaine. Seules les mesures radicales à entreprendre par le pouvoir outre-Atlantique face à l'adversaire chinois peuvent enrayer ou, au moins, essayer d'enrayer, le processus de la fragilisation des fondations de l'économie mondiale construites par l'Amérique depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Dans cette logique, l'attaque de Taïwan par la Chine est une nécessité absolue pour les États-Unis d'Amérique. Tout sera donc fait pour que cela arrive.

Oleg Nesterenko
Président du CCIE (www.c-cie.eu)
Spécialiste de la Russie, de la CEI et de l'Afrique subsaharienne ; ancien directeur de l'MBA, professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris.

LANOCA

Directeur de Publication et de rédaction
Arsène- Jonathan MOSSEAVO
Secrétaire de rédaction
Steven LANZARAS
Rédacteur
Diane Marème
Katrine Vardysky
Clem Patrick Gambe
Husseini Mahamat Terence Gavenne

Hénoch Hector DOTIGUI
Point de Vente
Kiosque GEPPIC/ Centre-ville
Distribution
Louis Maurice SER-VICE
Infographie et PAO
Rachid Medhi Ahmed
Imprimerie
Dauphin Royal
JOURNAL
LANOCA
Les Ateliers Nouveaux Médias Centrafricains

La gouvernance des Nations Unies est trop souvent entravée, regrette l'Union européenne

Devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le Président du Conseil européen, Charles Michel, a appelé jeudi à une refonte du système financier international et surtout proposé des réformes pour renforcer la coopération mondiale autant que la légitimité et l'efficacité de l'ONU.



« Nous formons en effet une famille planétaire. Et les Nations Unies en constituent l'ossature. Mais cette famille est dysfonctionnelle », a estimé le représentant de l'Union européenne. « La confiance s'érode, les tensions se multiplient et une dangereuse confrontation bipolaire nous menace. Le système des Nations Unies est aujourd'hui ankylosé, entravé par des forces hostiles ». Aux yeux de l'Union européenne, il est donc nécessaire de remettre la coopération multilatérale sur des rails solides, restaurer la confiance, résoudre les problèmes les plus urgents et réparer le système des Nations Unies.

Evoquant le conflit en Ukraine, Charles Michel a déploré que depuis 19 mois, un membre permanent du Conseil de sécurité, la Russie, « mène une guerre de conquête contre un pays voisin qui ne l'a jamais menacé », cela malgré la condamnation à plusieurs reprises par l'Assemblée générale, et son « rappel puissant des principes de souveraineté et d'intégrité territoriale, « sans freiner le Kremlin dans son aventure mortifère, ni dans son sentiment d'impunité ».

L'Union européenne soutiendra « sans relâche l'Ukraine dans l'exercice de son droit à la légitime défense », a-t-il réitéré.

Par ailleurs, alors que la planète est en ébullition avec le risque d'un réchauffement de notre planète de 2,5 degrés Celsius d'ici la fin du siècle, « nous devons nous ressaisir », a-t-il demandé, déplorant que seul un quart des investissements privés

mondiaux pour atteindre la neutralité carbone est réalisé dans les pays en développement.

« Pourtant, le G20 est responsable de 80% des émissions globales », a-t-il précisé, avant de noter que, alors que le financement international de l'action pour le climat devrait atteindre enfin 100 milliards cette année, l'Union européenne y a contribué 26 milliards en 2021, « plus que la part qui lui incombe ».

Le pouvoir toujours quasi absolu du G7

Le représentant de l'Union européenne a abordé la situation économique et financière des économies vulnérables, gravement affectée par la crise de Covid-19 et la guerre de la Russie en Ukraine, alors que 165 millions de personnes ont basculé dans la pauvreté à cause du service de la dette « qui a supplanté les dépenses pour la protection sociale, la santé et l'éducation ». D'où à ses yeux, la nécessité de rendre le système financier plus robuste et plus juste, et mieux préparé au 21ème siècle.

Prônant une réforme en profondeur du système de Bretton Wood, Charles Michel a rappelé qu'alors que les pays du G7 détiennent toujours le pouvoir « quasi absolu » de décision, l'Union européenne est à prêter à mieux partager ce pouvoir, « car les régions qui n'y ont quasiment pas voix au chapitre doivent être mieux impliquées dans les décisions qui les concernent » et nous devons accroître « ce filet de sécurité essentiel qu'est la capacité de prêt des institutions financières internationales », a-t-il proposé, rappelant qu'en 60 ans, le pouvoir de financement de la Banque mondiale en proportion à la production mondiale a été divisé par sept.

Réformer le Conseil de sécurité

Poursuivant sa démonstration sur les relations de pouvoir internationales, le représentant européen a avant tout déploré que la gouvernance des Nations Unies soit trop souvent entravée.

Soutenant les réformes proposées

par le Secrétaire général de l'ONU dans « Notre programme commun », il a apporté trois propositions d'une modification de la Charte des Nations Unies, à commencer par le droit de veto qui dans sa forme actuelle, « a conduit à l'impuissance du Conseil ». Il a demandé, en vertu de la Charte, et en référence à la Russie, qu'un membre du Conseil de sécurité s'abstienne lors d'un vote dont il est l'objet et a soutenu l'initiative franco-mexicaine d'une limite du droit de veto en cas d'atrocités de masse ainsi qu'un code de conduite du Conseil contre les génocides, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. Il a proposé un mécanisme qui combine la prise de décision à la majorité et un usage modéré et modulable du droit de veto.

Promouvoir la légitimité des organisations régionales

« Des pans entiers du monde - l'Afrique, l'Amérique du Sud, les Caraïbes, l'Asie - sont peu ou pas représentés » au Conseil, a-t-il regretté, notant que par son manque de représentativité, le Conseil de sécurité voit « sa légitimité s'éroder ».

Rappelant son soutien immédiat à l'appel du Président sénégalais Macky Sall à inclure l'Union africaine comme membre à part entière du G20, il a ainsi proposé d'accorder une place plus importante aux organisations régionales en raison de leur influence croissante et leur contribution à la stabilité dans l'arène internationale.

Charles Michel a noté que l'Union européenne constitue le premier donateur en matière de développement et de maintien de la paix dans le monde. Y compris dans des régions où les conflits se prolongent désespérément, a-t-il ajouté, évoquant les coups d'Etat militaires successifs au Sahel qui accroissent l'instabilité et l'insécurité, sous prétexte de les réduire, avant d'adresser un message de soutien personnel au Président du Niger Mohamed Bazoum, « emprisonné depuis 56 jours dans sa maison par une junte militaire ».

Onu info / 21/09/2023

Des journalistes des radios communautaires de trois pays d'Afrique centrale mettent en commun leurs connaissances afin de contrer les Fake news

Un atelier sous régional destiné aux journalistes des radios communautaires sur les techniques de vérification des faits a impliqué le Cameroun, le Tchad et la République centrafricaine. C'est l'occasion pour les journalistes de ces trois pays de partager leurs différentes expériences en matière de lutte contre la désinformation dans leurs pays respectifs.



L'atelier s'est tenu en visioconférence du 26 au 27 septembre 2023 avec le soutien technique du Centre pour la communication et le développement durable (CECOSDA) et le soutien financier de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

Cet atelier visant à renforcer les connaissances et compétences des journalistes des radios communautaires du Cameroun, du Tchad et de la République Centrafricaine sur les techniques de vérification des faits et des images liés à la désinformation et aux rumeurs diffusées ou publiées sur les réseaux sociaux, s'est tenu en temps opportun.

José Richard Pouambi, président du Haut

conseil de la communication (HCC), a participé au premier et dernier jour de l'atelier en compagnie des journalistes des radios communautaires de la République centrafricaine, rappelant à tous les participants l'éthique journalistique et la déontologie professionnelle en ces

termes : « veuillez être respectueux et vérifier toutes les informations avant de publier ».

« La vérification de l'information et le traitement de l'information doivent faire l'objet d'une sérieuse attention avant toute publication ou diffusion, le journaliste doit connaître sa source d'information avant de la publier », a rappelé le président du Haut conseil de la communication de la République Centrafricaine, José Richard Pouambi.

« Avec l'évolution de la nouvelle technologie de l'information et de la communication, nous assistons de plus en plus à la prolifération des fausses informations. Donc, il est nécessaire de renforcer la capacité des journalistes des radios communautaires sur les questions

liées à la désinformation, à la technique de détection des fausses informations », a-t-il ajouté.

Les journalistes des radios communautaires de Centrafrique ont bénéficié de l'appui technique du Réseau des Médias Communautaires de Centrafrique (RMCC) et se sont réunis dans un hôtel de Bangui choisi pour l'occasion.

A travers cet atelier, le Réseau des Journalistes Communautaires d'Afrique Centrale (Réseau JCAC) encourage les journalistes en général, et les journalistes des radios communautaires en particulier, à empêcher que les « fausses nouvelles » ne soient diffusées ou rapportées dans l'actualité. Le réseau JCAC appelle à une stricte vérification des faits afin de protéger les communautés car la propagation de la désinformation constitue une menace pour des communautés entières et même pour l'humanité dans son ensemble.

Aubin NDATA/ Arsène Jonathan MOSSEAVO

Opération « Kwa ti kodro » : les œuvres accomplies par le Ministre des Finances, Hervé Ndoba, à l'Université de Bangui



Une campagne de nettoyage de trois semaines lancée par le ministre des Finances et du Budget, Hervé Ndoba, pour inciter les étudiants à se porter volontaires pour nettoyer l'Université de Bangui.

Samedi 23 septembre 2023, les étudiants de l'Université de Bangui, ont accueilli une nouvelle fois une délégation du ministère des Finances conduite par le ministre Hervé Ndoba, pour les aider à poursuivre le nettoyage des salles de classe et

à ramasser les déchets accumulés derrière la bibliothèque universitaire.

L'opération de nettoyage dénommée « Kwa ti kodro », initiée par le Président de la République et soutenue par le Ministre des Finances et du Budget, Hervé Ndoba, va non seulement rendre l'environnement universitaire propre, mais elle va permettre une bonne condition d'études aux étudiants et l'ensemble du personnel de l'université.

A cette occasion, le ministre des Finances Hervé Ndoba et le ministre de l'Enseignement supérieur Jean-Laurent Syssa-Magalé, ont visité l'espace dédié au symbole de l'Université de Bangui, actuellement en cours de rénovation ainsi que la plateforme de forage pour forer un puits afin d'alimenter en permanence l'Université de Bangui en eau potable.

Parmi les projets proposés par le ministre Hervé Ndoba au profit de l'université de Bangui figure la rénovation du restaurant universitaire.

« L'opération université propre », inclue dans « l'opération Kwa ti kodro », est soutenue par le Ministre Hervé Ndoba avec pour objectif d'assainir l'environnement des institutions universitaires et d'éduquer les étudiants à l'entretien des lieux de vie.

Don des bureaux et chaises à l'école camp gardes

Après l'opération « Kwa Ti Kodro » à l'Université de Bangui, le Ministre des Finances et du Budget et ses collaborateurs ont visité l'École du Camp Gardes située dans le 7^e arrondissement et ont remis des chaises et des bureaux à la direction de l'école.

Arsène Jonathan Mosseavo

Climat d'apaisement à Mboki après le déploiement des FACA et des Casques bleus

Bangui, le 27 septembre 2023 - Un climat de confiance et d'apaisement règne à Mboki, dans le Haut-Mbomou (Sud-est), après le déploiement des Forces armées centrafricaines (FACA) et casques bleus de la MINUSCA. « La sécurité est graduellement rétablie par cette présence. Le résultat est palpable dans cette localité et ses alentours. Ces nouveaux développements suscitent une lueur d'espoir pour le rétablissement d'une paix durable », a déclaré Guy Karema, officiant comme porte-parole, lors de la conférence de presse hebdomadaire de la Mission, à Bangui, ce mercredi.

Soulignant la multiplication des patrouilles, de jour comme de nuit, dans la région, Guy Karema a fait savoir que d'autres actions positives engendrées avec ce déploiement, ont été la matérialisation du parachèvement de la phase ultime du désarmement, et le rapatriement des derniers combattants de la LRA présents à Mboki. « Ce lundi 25 septembre, ces ex-combattants et leurs familles ont été transférés de Mboki à Bangassou où ils quitteront la République centrafricaine à destination de l'Ouganda », a indiqué Guy Karema, informant qu'une délégation ougandocentrafricaine, conduite par le ministre d'Etat en charge du DDDR et du suivi de l'APPR, a pu se rendre à Mboki, avec l'appui logistique et l'accompagnement technique de la MINUSCA, la semaine dernière. « La délégation comptait également des membres de l'ONG PAX-APRU, qui a pu établir le contact avec les combattants LRA avant que l'équipe mobile de l'UEPNDDRR puisse procéder à leur désarmement sous la protection des contingents conjoints FACA-MINUSCA », a-t-il dit.

Lors de l'identification des membres de ce groupe armé, 67 individus, dont 16 combattants, 15 femmes et 36 enfants, ont été dénombrés. Parmi les femmes figurent quatre centrafricaines dont deux ont souhaité rester en République centrafricaine avec leurs 4 enfants. « Elles retourneront dans leurs familles pour une durée d'un mois, prises en charge par

l'ONG, avant que cette dernière n'organise les formations usuelles de réintégration, soit directement à Bangassou, soit à Bangui selon les disponibilités », a fait savoir Guy Karema.

Faisant le point sur les activités militaires de la MINUSCA, la porte-parole par intérim de la Force, la lieutenant-colonel Yahaya Aïssa, a noté une augmentation significative des activités criminelles des groupes armés dans la région ouest de la République centrafricaine. « Prenant la mesure de la situation, la Force de la MINUSCA a multiplié les patrouilles robustes et les missions de reconnaissance afin de prévenir toute action contre les populations civiles, en coordination avec les FACA », a-t-elle rassuré. La porte-parole militaire a également indiqué que le 21 septembre, une équipe péruvienne de déminage d'engins explosifs a procédé à la destruction de deux obus mortiers et une grenade non explosés découverts au niveau de l'ancien poste douanier à Beloko, toujours dans l'ouest du pays.

Le lieutenant-colonel Yahaya Aïssa a également souligné que les différentes unités de la Force de la MINUSCA continuent d'apporter leur soutien à la population civile en dépit de leur tâche principale de protection. Ainsi, « les unités de la Force conjointe de Bangui ont distribué 86.600 litres d'eau potable au profit de 2. 720 bénéficiaires, alors que l'hôpital de niveau II bangladais a mené une campagne médicale gratuite au profit de 472 personnes », a-t-elle précisé.

Pour sa part, le porte-parole intérimaire de la composante Police, l'Inspecteur principal Apollinaire Rudatinya, a souligné que l'UNPOL poursuit la collaboration avec les autorités et la population centrafricaine, pour une meilleure approche de la protection des civils. « Le 22 septembre, le chef de la composante Police, le commissaire de Police Christophe Bizimungu, a eu une séance de travail avec le directeur général de la Gendarmerie centrafricaine, le général de division Landry-Ulrich Depot. Cette séance, qui avait pour objectif de renforcer les liens entre les deux autorités, a aussi porté sur la coordination périodique entre les deux entités respectives », a-t-il dit.

Source : **Strategic Communication & Public Information Division/ MINUSCA**

Grands investisseurs Émiratis attendus à Bangui



L'information est encore tenue secrète, mais elle est officielle. Une délégation composée d'investisseurs provenant des **Émirats Arabes Unis** devrait se rendre en République centrafricaine (RCA) d'ici la fin septembre, voire début octobre 2023, selon une source impliquée dans le dossier. À la clé de cette visite d'affaire de grande envergure : « Le financement de plusieurs projets de développement en RCA » selon un conseiller à la Présidence de la République centrafricaine. **Les BRICS à la**

manœuvre D'après les informations recueillies par *Centrafica*, Ce groupe d'opérateurs économiques émiratis souhaiterait investir dans certains des sept (7) grands projets, conclus entre le Gouvernement centrafricain, et l'Alliance internationale des BRICS au mois d'avril dernier. Leur venue à Bangui dans les prochaines semaines à venir « s'inscrit dans le cadre de discussions et signature de partenariats avec les autorités centrafricaines » confie un cadre de **l'Alliance internationale des BRICS en Afrique.**

En avril 2023, une forte délégation composée d'investisseurs asiatiques, russes et africains, conduite par la présidente de l'Alliance des BRICS, **Larissa Zelenstova**, avait séjourné pendant plusieurs jours dans la capitale centrafricaine. Plusieurs projets avaient été fixés et certains partenariats scellés. Notamment dans le secteur des télécoms, l'énergie, le digital, l'énergie, les infrastructures aéroportuaires et ferroviaires.

Par Centrafica